

«La Gazette Syndicale»



N°27 mai 2015: La lettre d'information et d'éducation syndicale de l'Union Départementale CGT-FORCE OUVRIERE d'Indre et Loire

« Ce qui manque le plus à l'ouvrier, c'est la science de son propre malheur » Fernand Pelloutier

Maintien du site, maintien de tous les postes, de tous les services et de tous les emplois !! L'UD FO 37 soutient les revendications des salariés du C.E.A.!

L'annonce en comité central d'entreprise de la fermeture du C.E.A Le RIPAULT à MONTS porte la marque de la loi de programmation militaire, restrictions budgétaires obligent.

Pourtant, en octobre 2014 alors que déjà les rumeurs de fermeture allaient bon train, la ministre Marisol TOURAINE avait déclaré à la presse (NR du 10/10:2014 ndlr) « le CEA de Monts ne fermera pas »... Puis elle aurait ajouté, après avoir fait valoir qu'elle interviendrait au plus haut sommet de l'état : « rien n'est jamais définitif dans la vie »...

Pour les 600 salariés du CEA (540 en CDI), l'annonce de fermeture en 2019 c'est d'abord l'immédiate remise en question de tous les projets familiaux et personnels !

C'est pourquoi, en toute indépendance et d'emblée, l'UD FO 37 s'est clairement positionnée en exigeant le maintien du site, de tous les emplois directs et indirects.

En effet, cette fermeture aurait pour conséquence : la suppression de centaines d'emplois hautement qualifiés et préfigurerait une catastrophe économique et industrielle pour tout le département d'Indre et Loire !

Après la fermeture de l'imprimerie MAME, la liquidation de Michelin, la fermeture du CEA consacrerait le désastre économique déjà engagé en Touraine !

Cette fermeture engagerait 200 entreprises sous-traitantes qui



Quel avenir pour les salariés du C.E.A.?

travaillent pour le CEA et les 1500 emplois qui en sont issus.

Malgré l'évidence du séisme économique et social à venir, certains entonnent déjà le refrain de « bonnes mesures d'accompagnement social pour les salariés du CEA »... Ainsi, il conviendrait pour certains syndicats d'accompagner le mouvement de la fermeture du site, des licenciements chez les sous-traitants, des reclassements. Bref, d'ores et déjà il faudrait acter le désastre économique pour des centaines de salariés dans le département.

Accepter l'austérité, accepter les

licenciements, accepter les apparentes vérités des inéluctables contraintes budgétaires, voilà le fond de la rhétorique finalement partisane de la fermeture du CEA.

Cet enfumage, les salariés de Michelin à Joué-les Tours en ont déjà fait les frais.

Pour l'UD FO 37, la fermeture programmée du CEA est une des conséquences désastreuses de la politique d'austérité menée par un gouvernement aux ordres de la finance internationale. Cette politique d'austérité s'incarne dans le pacte de responsabilité qui oblige à des baisses drastiques de dépenses publiques et qui a directement pour conséquence la fermeture programmée du CEA.

Parce que nous ne pouvons pas accepter les conséquences de la mise à mort de tout un pan d'activité industrielle dans notre département, l'UD FO 37 déclare d'abord qu'elle soutiendra par tous les moyens dont elle dispose le syndicat FO du CEA. !

Aussi l'UD FO 37 exige d'ores et déjà le maintien du site du CEA, ainsi que de tous les postes et de tous les emplois !

P/O le bureau de l'UD JDO

EDITO

Par Grégoire Hamelin S.G. de l'UD FO



Sur le site de notre UD, nous avons pris la liberté de mettre en ligne un texte de l'UD FO 75 intitulé « la Totale! ». Je vous en recommande sa lecture pleine et entière.

En effet, cet article revient sur la manière dont « l'information » a traité l'appel à la grève interprofessionnelle du 9 avril de deux grandes confédérations syndicales auxquelles s'ajoutaient les syndicats SUD et FSU.

Rappelons encore que plus de 300 000 salariés, grévistes, se sont rassemblés dans des manifestations à travers tout le pays pour scander « non à la loi Macron » et « retrait du pacte de responsabilité ».



Les militants Tourangeaux lors de la manifestation parisienne le 9 avril contre le pacte de responsabilité et la loi Macron.

L'article « La Totale » désigne la nature des commanditaires de sondages de « la presse libre » qui jette l'opprobre sur l'utilité et la place des syndicats. Il n'est évidemment pas question de brutale censure mais de communication... Là encore l'article sonne juste...

Les choix éditoriaux ne sont pas le fruit du hasard et le média est aux ordres de qui le tient. Qui donne des ordres ? Qui finance et pourquoi ? Posons-nous ces questions !

Qui manipule en retranchant un paragraphe d'une déclaration syndicale par exemple ou en sortant du cadre d'une photo la représentante... (Suite au verso)

Pacte de responsabilité oblige : La TOURAINE s'austérise à tout va!

La publication de cette photo mérite explication.

Formation Professionnelle de PONTOURNY montrait des élus aux cotés des salariés. En gommant du cadre

Austérité: C.E.F.P. PONTOURNY, les salariés devraient payer la note!



Fabienne DEFENDI, militante Fo de longue date et salariée du CEF PONTOURNY fait valoir devant les élus le point de vue de notre syndicat et celui des salariés !

En effet la photo publiée par la NR accompagnant l'article annonçant la fermeture du Centre Educatif de

de la photo la présence de notre organisation syndicale, la NR donnait à voir une certaine vision de la réalité...

Les choix éditoriaux sont souvent révélateurs, La gazette quant à elle a fait le choix, en toute indépendance, de rapporter ce qui fait la réalité du combat des salariés pour le maintien de tous les postes, de tous les emplois sur le site de PONTOURNY.

La réalité c'est d'abord la colère, l'incompréhension, le sentiment d'injustice, le dépit des salariés de ce centre éducatif que le conseil de Paris au motif de restrictions budgétaires a décidé de fermer à l'horizon de juin 2016.

Alors que les missions accomplies par ce centre éducatif sont unanimement reconnues, le 15 avril 2015, le Directeur de la Direction de l'Action Sociale de l'Enfance et de la Santé débarque avec son staff pour an-

Rubriques, photos, vidéos, actualités sociales du département d'Indre et Loire, vie des syndicats F.O., motions, déclarations, tracts, coordonnées des syndicats ainsi que tous les grands RDV de l'UDFO37 tout ça, c'est sur : 37.Force ouvriere.org

-noncer sans même avoir préalablement informé les instances représentatives du personnel (CTE CHSCT) la fermeture du centre.

Cette annonce d'une brutalité inouïe aurait pour conséquence la suppression de 49 postes (budgétisés) et de 42 places d'accueil pour mineurs en danger.

Et comme si ces contre-mesures n'étaient pas suffisamment iniques, l'administration parisienne y ajoute son hypocrisie en proposant aux salariés concernés

Fermeture annoncée du CEFP PONTOURNY

« un plan d'accompagnement individualisé pour aller travailler ailleurs »... « Mais où ailleurs et sous quel statut ? » tonne le syndicat FO des personnels de la ville de Paris !

Car si la fermeture du centre est bel et bien annoncée, le licenciement des salariés n'interviendrait qu'après qu'ils aient individuellement refusé les nouvelles affectations proposées par l'administration...

Ainsi, juridiquement il n'y aurait pas de licenciement économique et à ce titre pas d'indemnités de licenciement économique pour les salariés!

Les motifs de licenciements seraient prononcés à titre individuel (pour refus de mutation par exemple) et de ce point de vue évidemment les indemnités seraient minimalistes.

Question économie budgétaire, l'administration parisienne mérite la palme que nous lui décernons bien volontiers en même temps que celle du cynisme le plus outrancier.

La gazette tient à signaler que des représentants

de l'UD FO 37, de l'UL FO du chinonais, du SDAS FO 37, de la Fédération Nationale de l'Action Sociale FO se sont rendus à l'appel des salariés du CEFP de PONTOURNY pour dire à l'administration de la ville de Paris avec le syndicat FO des personnels de la ville de Paris :

« Vous créez les conditions de la maltraitance des agents au nom de la réduction des déficits publics et du pacte de responsabilité ! »

Oui, cette politique d'austérité qui se traduit partout par des fermetures et des licenciements est suicidaire socialement, économiquement et démocratiquement!

A Beaumont en Véron le 24 avril 2015, le Maire et les élus de la commune auraient pu sans ambage reprendre cette formule !

Correspondants de « La gazette »



Les militants venus apporter leur soutien aux salariés Du CEFP de PONTOURNY posent pour la photo sous la banderole de l'UL de Chinon.

...Suite de l'édito...

syndicale FO qui s'adresse aussi aux élus de la République lors d'un rassemblement de salariés contre la fermeture de leur établissement.

Après l'échec de la politique d'unité nationale que voulait mener ce gouvernement en associant les syndicats à toutes les contre-réformes au lendemain de la conférence sociale il ne reste plus à la « presse libre » qu'à discréditer les syndicats, leurs actions, leurs représentations et même à minorer l'intérêt du défilé revendicatif et commémoratif du 1er mai.

Cela devrait nous mettre du baume au cœur ô combien ! En effet, cela signifie que nous portons haut les légitimes revendications de la classe ouvrière.

Oui, nous exigeons le retrait du pacte de responsabilité et oui nous refusons la loi Macron !

Sur les bases des revendications que nous portons depuis longtemps déjà, celles de la défense du salaire différé, de la sécurité sociale, du statut des fonctionnaires, des conventions collectives, de l'école de la République, nous avons entraîné avec nous d'autres organisations syndicales sur le terrain de la lutte de classes. N'attendons pas mes chers camarades que les médias aux ordres des actionnaires saluent nos actions.

Simplement répétons-nous : nous sommes entrés en résistance !!

Alors plus que jamais, vive le syndicalisme libre et indépendant, vive la CGT-FO !!

Les reportages de « la Gazette »... Les reportages de « la Gazette »... Les reportages de « la Gazette »... Les reportages

Réforme des collèges: Pour le SNLCFO 37 c'est : Retrait de la contre réforme!

Le 19 mai dernier dans le cadre d'un appel à la grève nationale, les organisations syndicales d'Indre et Loire SNES-FSU, SNEP-FSU, SNALC-FGAF, CGT éducation, SNETA-FO

Soyons clairs : si les syndicats FO exigent le retrait de cette « réforme » c'est d'abord parce qu'elle s'inscrit dans le cadre de la refondation de l'école et de la réforme territoriale qui s'appuie sur les principes égalitaires de la République.



En effet, cette « réforme » prévoit entre autres, l'autonomie accrue des collèges c'est-à-dire purement et simplement leur mise en concurrence... La réforme VALLAUD-BELKACEM, ce seraient 5000 collèges avec des programmes différents sur tout le territoire national!

et SNFOLC appelaient à un rassemblement devant l'inspection académique à Tours.

Clairement, dans un communiqué commun, toutes les organisations citées exigeaient le retrait de la contre réforme. Elles demandaient également à être reçues par le préfet en audience afin de présenter leurs revendications.

L'engagement d'une réforme dont le fondement est la remise en question du principe de l'égalité républicaine ne peut qu'être combattu!

Vous pouvez retrouver la totalité de l'argumentaire et des revendications du SNFOLC 37 sur le site de l'UD FO 37 ou en tapant : <http://www.snfolc-orleans-tours.net/>

Correspondant de « la gazette »

Premier mai 2015 à TOURS Sous le signe des REVENDEICATIONS



A Tours comme ailleurs, c'est sous la pluie que militants et salariés ont rejoint par dizaines les rangs des cortèges de leurs organisations syndicales départementales respectives (FO/CGT/FSU/SUD) pour rappeler les revendications de la classe ouvrière et leur solidarité avec l'ensemble des salariés.

Suite logique d'un mouvement revendicatif initié sur la base de la défense des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière depuis 2013, le rassemblement revendicatif du 1er mai 2015 se devait d'être unitaire.



La dissolution de la manifestation s'est effectuée autour du traditionnel pot de l'amitié où on parlait encore du retrait du pacte de responsabilité !

Fataléfo

U.D. F.O. 37: Maison des syndicats, La Camusière, 18, rue de l'Oiselet 37550 Saint-Avertin.
Téléphone : 02 47 38 54 43 Télécopie : 02 47 37 91 00 Courriel : udfo37@force-ouvriere.fr